

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
 DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
 Séance du 28 mars 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit mars à dix-huit heures trente, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Commune de Saint Paul en Pareds (Vendée), dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Madame Bénédicte GARDIN, Présidente.

Nombre de membres : 13 quorum : 7 votants : 11

Présents ou représentés : GARDIN Bénédicte, BOURMAULT Christelle, DIXNEUF Séverine, FONTENIT Roland, AGENEAU Jean-Yves, LUCAS Marie-Edith, FONTENIT Bernard, VIGNERON Céline, GODINEAU Marie-Claude, GICQUEAU Emilie, GOUNORD Olivier,

Absents excusés et non représentés : BREMAUD Damien, GRELET Nadine

Secrétaire de séance : VIGNERON Céline.

D2023032807CCAS - Marché de fourniture de produits d'entretien – accord-cadre avec émission de bons de commande – avenants n° 1 aux lots 6 et 8 – autorisation de signature

Par délibération n°D2020120105CCAS en date du 1/12/2020, un groupement de commandes pour la fourniture de produits d'entretien a été constitué entre la commune des Herbiers, désignée coordonnateur du groupement de commande chargé de la consultation, et les communes de Beaurepaire, Les Epesses, Mouchamps, Saint Mars la Réorthe et Saint Paul en Pareds, la Communauté de Communes du Pays des Herbiers, le Centre Communal d'Action Sociale des Herbiers et le Centre Communal d'Action Sociale de Saint Paul en Pareds.

Pour le Centre Communal d'Action Sociale de Saint Paul en Pareds, les lots ont été attribués de la façon suivante :

		Minimum annuel	Maximum annuel
Lot 1 : Papier hygiénique et d'essuyage	ORAPI_HYGIENE	Sans	800,00 €
	69120 VAULX EN VELIN		
Lot 2 : Savons mains sanitaire	GAMA 29	Sans	200,00 €
	29490 GUIPAVAS		
Lot 3 : Chimie de nettoyage et d'entretien pour bâtiments	ORAPI_HYGIENE	Sans	1 500,00 €
	69120 VAULX EN VELIN		
Lot 4 : Chimie de nettoyage et d'entretien pour la restauration collective	ORAPI_HYGIENE	Sans	100,00 €
	69120 VAULX EN VELIN		
Lot 5 : Matériel de nettoyage et équipement	ORAPI_HYGIENE	Sans	500,00 €
	69120 VAULX EN VELIN		
Lot 6 : Sacs poubelles et housses	CRISTAL DISTRIBUTION	Sans	500,00 €
	14130 LE TORQUESNE		
Lot 7 : Equipement jetable d'hygiène	GAMA 29	Sans	400,00 €
	29490 GUIPAVAS		
Lot 8 : Consommables cuisine et arts de la table	GROUPE PIERRE LE GOFF	Sans	500,00 €
	44860 ST AIGNAN DE GRAND LIEU		
TOTAL		Sans	4 500,00 €

Dans le cadre de l'exécution des accords-cadres des lots 6 et 8, les titulaires ont demandé à revoir les conditions tarifaires.

En effet, dans un contexte économique très difficile compte tenu de l'envolée des cours des matières premières depuis de nombreux mois, le **titulaire du lot 6** rencontre des difficultés pour l'exécution du présent

contrat. Face à cette situation conjoncturelle inflationniste, l'entreprise a vendu à perte et par conséquent, va être dans l'impossibilité de pouvoir honorer les commandes à venir sans évolution tarifaire du marché en cours.

Pour sortir de ce type de situation, l'article L. 6 3° du Code de la Commande Publique prévoit que « *Lorsque survient un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité* ».

En fait, il s'agit d'appliquer la théorie de l'imprévision à condition que le titulaire démontre que les trois conditions suivantes sont remplies :

- L'évènement doit être extérieur à la volonté des parties ;
- L'évènement affectant l'exécution du contrat doit avoir été imprévisible au moment de la passation du contrat, soit dans sa survenance, soit dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation ;
- L'évènement doit entraîner un bouleversement de l'économie du contrat.

Malgré la proposition de la collectivité d'appliquer cette théorie, face à l'aggravation de la situation, le titulaire a sollicité la passation d'un avenant pour faire évoluer la formule de révision des prix.

Aussi, dans ce contexte de circonstances imprévues (*article R.2194-5 du Code de la Commande Publique*), afin de pérenniser les relations contractuelles saines pour le titulaire tout en limitant l'impact financier pour la collectivité, il convient de modifier les tarifs à compter du 1^{er} octobre 2022 et de modifier la fréquence de révision des prix (trimestrielle au lieu d'annuelle) à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'à la fin du marché à savoir le 31 mars 2025.

De nouveaux tarifs étant fixés à compter du 1^{er} octobre 2022, le mois m0 se retrouve ainsi modifié et est désormais le mois d'octobre 2022. La formule et l'indice de révision restent inchangés.

Le nouveau Bordereau des Prix Unitaires ci-annexé annule et remplace le précédent et devient pièce contractuelle.

Conformément à l'article 2 de l'acte d'engagement, les montants du marché restent inchangés :

- Lot 6 : montant minimum annuel 0 € HT – Montant maximum annuel 500 € HT.

De plus, en raison du contexte géopolitique actuel (augmentation des coûts des matières premières, de l'énergie et du fret), les fournisseurs du **titulaire du lot 8** imposent des hausses tarifaires de façon mensuelle. Cette situation exceptionnelle d'inflation est telle que le titulaire du marché s'attend à d'éventuelles pénuries car certains de ses fournisseurs annoncent le ralentissement voire l'arrêt de production car les coûts sont si importants et instables qu'il n'est plus rentable de produire.

Ces vagues d'inflation successives contraignent le titulaire à revoir ses conditions tarifaires et sollicite la passation d'un avenant.

Aussi, dans ce contexte de circonstances imprévues (*article R.2194-5 du Code de la Commande Publique*), afin de pérenniser les relations contractuelles saines pour le titulaire tout en limitant l'impact financier pour la collectivité, il convient de modifier les tarifs à compter du 1^{er} janvier 2023 et de modifier la fréquence de révision des prix (trimestrielle au lieu d'annuelle) à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'à la fin du marché à savoir le 31 mars 2025.

De nouveaux tarifs étant fixés à compter du 1^{er} janvier 2023, le mois m0 se retrouve ainsi modifié et est désormais le mois de janvier 2023. La formule et l'indice de révision restent inchangés.

Le nouveau Bordereau des Prix Unitaires ci-annexé annule et remplace le précédent et devient pièce contractuelle.

Conformément à l'article 2 de l'acte d'engagement, les montants du marché restent inchangés :

- Lot 8 : montant minimum annuel 0 € HT – Montant maximum annuel 500 € HT.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment l'article R2194-5

VU la délibération n° D2020120105CCAS en date du 1/12/2020

Considérant le contexte international actuel associé à une inflation inédite des prix d'achats des matières premières,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes, 6 allée de l'Ile Gloriette, 44041 NANTES Cedex 01, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification

Considérant que dans un souci de pérenniser les relations contractuelles saines pour les titulaires tout en limitant l'impact financier pour la collectivité, il y a lieu de modifier la fréquence de révision des prix et de fixer de nouveaux prix unitaires,

Après en avoir délibéré, la commission administrative du CCAS, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- APPROUVE les projets d'avenants n°1 aux marchés de fournitures de produits d'entretien – Accords-cadres mono-attributaire avec émission de bons de commande pour les lots 6 et 8 décrits ci-dessus,
- AUTORISE Madame La Présidente à signer lesdits avenants ainsi que toutes les pièces nécessaires à leur exécution.

Pour extrait conforme au registre des délibérations de la commission administrative.

Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en préfecture et de la publication le 29/03/2023

Fait à Saint Paul en Pareds, le 29 mars 2023

Bénédicte GARDIN, Présidente.

#signature#

